



# **”Comme des esclaves”, ou les avatars de l’esclavage métaphorique**

Alain Morice

## **► To cite this version:**

Alain Morice. ”Comme des esclaves”, ou les avatars de l’esclavage métaphorique. Cahiers d’études africaines, 2005, Esclavage moderne ou modernité de l’esclavage?, 45 (179/180). <hal-02370023>

**HAL Id: hal-02370023**

**<https://hal.science/hal-02370023v1>**

Submitted on 31 Aug 2024

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



HAL Authorization

"Comme des esclaves", ou les avatars de l'esclavage métaphorique ("Like Slaves": The Avatars of Metaphorical Slavery)

Author(s): Alain Morice

Source: *Cahiers d'Études Africaines*, Vol. 45, Cahier 179/180, Esclavage moderne ou modernité de l'esclavage? (2005), pp. 1015-1036

Published by: EHESS

Stable URL: <http://www.jstor.org/stable/4393529>

Accessed: 19-07-2018 20:46 UTC

---

JSTOR is a not-for-profit service that helps scholars, researchers, and students discover, use, and build upon a wide range of content in a trusted digital archive. We use information technology and tools to increase productivity and facilitate new forms of scholarship. For more information about JSTOR, please contact [support@jstor.org](mailto:support@jstor.org).

Your use of the JSTOR archive indicates your acceptance of the Terms & Conditions of Use, available at <http://about.jstor.org/terms>



JSTOR

EHESS is collaborating with JSTOR to digitize, preserve and extend access to *Cahiers d'Études Africaines*

Alain Morice

## « Comme des esclaves », ou les avatars de l'esclavage métaphorique

Sur un point au moins, chacun ou presque s'accorde : appliquées à la période actuelle, les définitions courantes de l'esclavage ne permettent aucune caractérisation précise et font de cette notion un fourre-tout plus qu'un concept opératoire. Partons provisoirement du sens commun à son niveau le plus général et grossier, et désignons comme esclave tout être humain qui s'est vu confisquer la maîtrise de son existence. À ce stade, il est possible d'avancer que, derrière la question de la sujétion, celle de la domination est centrale. Il existe, pour l'esclavage comme pour tout rapport social, deux grands ordres de définitions :

— les unes, descriptives et morphologiques, recourent à un arsenal de critères plus ou moins hiérarchisés entre eux, et débouchent fréquemment sur une typologie analytique faite d'une énumération de cas. La mise en évidence d'un référent unique, parfois nommé « dénominateur commun », se heurte à la diversité des types et se révèle parfois laborieuse. Appliqués à l'esclave, les trois piliers de ce référent les plus fréquemment évoqués sont, alternativement ou ensemble, l'aliénation de sa personne, la privation de sa liberté et l'exploitation de son travail. Il ne serait pas malaisé de montrer par des exemples que de telles composantes n'ont rien de spécifique aux diverses formes d'esclavage visées ; et qu'à l'opposé l'une ou l'autre de ces composantes n'est pas nécessaire à l'identification de chacune de ces formes, ce qu'autorise évidemment (mais contradictoirement) une définition extensive de l'esclavage. J'essaierai de montrer que ce sont précisément les usages impropres, y compris métaphoriques, du mot « esclavage » qui sont le mieux à même de nous révéler les limites de la démarche morphologique ;

— les autres, compréhensives et fonctionnelles, laissent de côté la perspective individualiste et visent à identifier l'esclavage par sa position organique dans un rapport de classe singulier. Les éléments empiriques visés ci-dessus ne seront bien sûr pas nécessairement absents des résultats de cette deuxième démarche : ils seront seulement dépouillés de toute valeur probante ou explicative intrinsèque qui puisse servir à l'interprétation sociale.

*Cahiers d'Études africaines*, XLV (3-4), 179-180, 2005, pp. 1015-1036.

Ici nécessairement intervient la perspective historique : l'esclavage, notion fondée historiquement comme un mode d'appropriation et d'exploitation de populations — mode assez bien exposé dans les travaux contemporains, semble-t-il —, n'existe plus sous cette forme que de façon résiduelle. Pour le reste aujourd'hui, ce qu'on persiste à nommer « esclavage » renvoie à des réalités dont la diversité même est une invitation à décourager les velléités de conceptualisation rigoureuse. En même temps, elles sont assez évocatrices d'une filiation avec une définition-mère pour que l'on convienne en général de garder le même mot : c'est là en soi pour l'anthropologie un sujet d'interrogation.

Le présent article invite à poursuivre un travail scientifique de déconstruction, trop souvent entamé sous le coup des urgences dictées par l'actualité aux exigences « théoriques » d'institutions internationales ou d'ONG par tradition friandes de définitions spectaculaires. Le mot « esclavage » n'est certes pas une marque déposée — et d'ailleurs historiens ou anthropologues ne s'entendent pas sur l'unicité des trois formes historiques que sont l'esclavage en Grèce, en Afrique et en Amérique : C. Meillassoux (1975 : 19) précisait même que « l'incertitude des africanistes rejoint celle des historiens de l'antiquité », avant de s'y atteler lui-même (1998). C'est le droit de chacun de se donner la définition qu'il entend, à la seule condition qu'on s'y tienne — ce qui est rarement le cas — et qu'elle n'engendre pas de propositions incohérentes — comme c'est souvent le cas, au contraire. Cependant, pour qui vise un peu de scientificité, les exigences ne se limitent pas là, et le procédé par analogie plus ou moins mâtinée de sentimentalisme est à écarter : ce n'est pas parce que le *sort* que subissent diverses catégories de personnes est formellement semblable à celui que subissaient jadis les esclaves des plantations caraïbes — et non moins révoltant — que cela suffirait à rendre légitime cette référence à une *condition* et à un *statut* identiques, en particulier sur le plan juridique<sup>1</sup>. Il est, avant de nommer, nécessaire de situer les personnes ainsi désignées dans l'ensemble des rapports sociaux, et par là de détourner résolument l'analyse de toute position individualiste de la question (position du genre : « À quoi reconnaît-on un esclave ? »).

La démarche que je propose ici procède en deux mouvements croisés : poser d'un côté un regard critique sur les usages de la notion d'esclavage appliquée à diverses situations contemporaines de sujétion, tant dans leur

1. Contrairement aux acceptions proposées dans le glossaire de C. MEILLASSOUX (1998 : 327, 332) à propos des termes *état* et *statut*, je préférerai ici ce dernier au premier, qu'il définit comme un déni de statut (ensemble de prérogatives) : non seulement parce que ce déni n'existe plus entièrement dans les formes modernes de l'« esclavage », mais surtout parce que je crois juste de considérer, dans toute stratification sociale (classes, ordres, castes), la privation de statut comme un « statut » particulier — à l'instar de ce que postulait implicitement A. Harendt quand elle parlait du « droit d'avoir des droits ». La *condition*, quant à elle, c'est la « place dans les rapports de production et de reproduction » (*ibid.* : 326).

laxisme conceptuel que dans la politique qui paraît les sous-tendre ; tenter de l'autre d'interpréter les raisons du succès de l'« esclavage métaphorique », que je nomme ainsi par opposition aux diverses formes de l'esclavage historique, et en montrer les risques. Je voudrais écarter d'emblée un malentendu : le propos n'est pas ici de censurer les usages métaphoriques du mot dans le langage quotidien (ce qui d'ailleurs, face au dit succès, serait un combat perdu), mais de contester la pertinence d'une référence au modèle ancien, maintes fois énoncée comme si l'on voulait croire qu'il s'agit des métamorphoses d'un seul et même objet scientifique.

Par anticipation, je formulerai une conjecture. Dans le cas des activités vouées à la reproduction des groupes sociaux comme dans celui des activités productives d'une plus-value, on est moins dans le schéma d'une survivance « à côté » que dans celui d'un mode de valorisation du capital sous ses formes contemporaines, y compris celles qui sont liées aux rentes tirées du différentiel de paix publique et de richesse sociale à l'échelle de la planète — c'est d'ailleurs là tout ce qu'on pourrait prendre de bon dans la très en vogue épithète « moderne », si la soumission de l'esclavage au capital marchand n'était pas très ancienne, ainsi que l'ont montré divers auteurs<sup>2</sup>.

*Esclavage moderne et travail forcé :*  
les décrochez-moi-ça de l'« exploitation extrême »

On sait en effet que l'usage a largement consacré la notion d'*esclavage moderne*, en dépit des conventions du BIT (Bureau international du travail) qui, depuis 1930, lui préfèrent celle, plus extensive, de *travail forcé*<sup>3</sup>. Dans *esclavage moderne*, expression qui ne correspond à rien d'officiel, l'adjectif offre la commodité d'esquiver la question des commencements — où et quand démarre le « moderne », les dictionnaires ne nous sont d'aucun secours sur ce point. Cet adjectif se greffe ainsi, comme si ce rapprochement induisait l'idée d'une deuxième naissance, sur l'antique substantif *esclavage*, que la Société des Nations (SDN) avait défini en 1926 comme « l'état ou condition d'un individu sur lequel s'exercent les attributs du droit de propriété ou certains d'entre eux ». Quant au *travail forcé*, cela comprend pour le BIT « tout travail ou service exigé d'un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour lequel l'individu ne s'est pas offert de plein gré »<sup>4</sup>. Aliénation de soi d'un côté, menace et déni de libre arbitre de l'autre :

2. Cf. par exemple l'étude de Y. MOULIER BOUTANG (1998 : 256-257) sur le *salariat bridé*, où l'on trouve ce raccourci relevé dans les *Grundrisse* de K. Marx : « L'esclavage des nègres présume le travail salarié ».
3. 1930, c'est respectivement trois et deux ans après *Voyage au Congo* et le *Retour du Tchad*, où A. Gide raconte comment l'État colonial organise le travail des indigènes, en usant de méthodes proches de celles qui régnaient dans les bagnes. Cette connotation historique a longtemps entaché la vision du travail forcé telle que le BIT l'a conçue (BELSER 2003 : 57).
4. BIT (2005 : 1.12). Il s'agit de la définition adoptée par la convention de 1930.

le tableau ne serait pas complet si l'on omettait d'y ajouter la *traite des êtres humains*, définie depuis 2000 par l'Organisation des Nations Unies (ONU) comme l'ensemble des opérations allant du recrutement au placement de personnes « par la menace de recours à la force ou d'autres formes de contrainte », y compris la tromperie, « aux fins d'exploitation » — ce dernier terme renvoyant *grosso modo* aux différentes formes de travail forcé selon le BIT<sup>5</sup>. En principe, sinon toujours sous la plume des commentateurs, la traite intervient avant l'exploitation, elle n'en est que la condition de possibilité.

*Esclavage moderne, travail forcé, traite* : on constate qu'il s'agit, hors de toute appréciation péjorative, de qualifications opportunistes et pragmatiques, répondant au souci de faire face à des situations persistantes qu'on espérait vouées à disparaître, ou nouvelles au contraire. Pratiquement, la littérature et ses nomenclatures offrent un inextricable enchevêtrement des termes, chacune faisant passer la ligne de partage où bon lui semble : par exemple, l'ONU a adopté en 1956 une convention supplémentaire relative à l'« abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage » (ce qui visait la servitude pour dettes et le servage), puis en 1957 une nouvelle convention sur l'« abolition du travail forcé » — rappelons que le BIT est une des institutions de l'ONU.

Un théoricien des ensembles s'y perdrait, comme semblent le concéder les auteurs du rapport préparatoire à la dernière conférence du BIT, inquiets de l'élasticité de toutes ces notions : « La notion de travail forcé [...] reste cependant mal comprise. [...] Il arrive que l'on utilise les termes d'« esclavage moderne », de « pratiques assimilables à l'esclavage », ou de « travail forcé », pour dénoncer de mauvaises conditions de travail » (BIT 2005 : 11). Et le confusionnisme atteint son paroxysme dans les ouvrages « grand public », notamment dès qu'il s'agit de qualifier une modalité répandue de mise en exploitation des mineurs en échange d'un prêt : ainsi, dans l'un d'entre eux, en une page, cette condition des enfants n'est pas de l'esclavage (car l'enfant n'appartient pas à l'exploiteur), puis est une « forme d'esclavage », puis alternativement une « servitude pour dettes » et un « servage pour dettes » (Manier 1999 : 28).

C'est, « moderne » ou non, le terme *esclavage* qui sera choisi ici comme notion représentative de tous les attributs de cette nébuleuse sémantique dont la déconstruction est nécessaire. Dans son extension devenue habituelle<sup>6</sup>, on y trouve les survivances locales de l'esclavage dit « africain »

5. Pour une chronologie de cette terminologie mouvementée, voir BOTTE (2003).
6. Cf. par exemple AN (2001 : 12), où l'on reprend une discrimination selon le caractère « économique » ou « sexuel » de l'activité, ce qui contraint les auteurs à introduire une volumineuse et imprécise catégorie « autres », où l'on trouve notamment les mariages forcés et les sectes. Dans l'ensemble cette définition, comme souvent, empiète sur la traite, d'ailleurs considérée comme le « terme générique » pour désigner les « formes d'exploitation extrême ». Même langage et même confusion du tout et de la partie dans GUILLAUD (2003 : 72), où les gains du proxénète sont assimilés aux « bénéfices de la traite ».

(mais présent aussi dans d'autres continents), le travail forcé pour le compte d'un État (bagnes, prisons), diverses formes d'exploitation dans les mines, l'industrie et l'agriculture (avec une mention spéciale pour le servage, les ateliers clandestins et la servitude pour dettes), la prostitution et les diverses formes d'exploitation sexuelle. Par un procédé naturellement extensif de la méthode descriptive, certains de ces items amènent à considérer, *via* la question de l'immigration et celle de l'exploitation des enfants, la traite des personnes comme partie intégrante de l'esclavage.

Un malentendu fondateur :  
de l'esclavage au quasi-esclavage et à l'esclavage salarié

L'esclavage historique renvoie à l'appropriation à des fins d'exploitation de personnes capturées ou achetées. Les groupes ainsi constitués se reproduisent au sein d'un système statutaire héréditaire, hiérarchisé, endogamique et juridiquement autoréférent : la « loi » que les esclaves ont à connaître est celle de leur propriétaire et maître, et si l'autorité publique est amenée à intervenir, ce sera pour soutenir cette loi privée et non pas *la* Loi, qui veut l'ignorer. Par ailleurs, la traite n'est pas indispensable à la reproduction de l'esclavagisme, comme le montre ici et là la survivance de ce mode d'exploitation non seulement à son abolition mais à celle de la traite<sup>7</sup> : elle demeure toutefois indispensable à sa perpétuation dans tous les cas où les groupes d'esclaves sont interdits de reproduction. Nous verrons par contraste l'importance de ces deux particularités (absence de référent en droit positif, externalité de la traite), dès lors que l'on aborde la question de l'« esclavage moderne ».

Enfin, comme l'ont souligné de nombreux auteurs après M. Finley, la figure de l'esclave se confond avec celle d'un étranger<sup>8</sup>. Arraché à sa parenté, sa terre, ses rites et savoirs, etc., ce dernier subit les quatre « D » (*désocialisation, dépersonnalisation, déssexualisation, décivilisation*) formulés par C. Meillassoux (1998 : 99-116), pour se retrouver dans la condition paradoxale de ne pas exister socialement et de n'exister que par les profits escomptés de ce déni d'existence — paradoxe dont on prend la mesure en observant le soin qu'a le maître à l'empêcher de se rebeller ou de s'échapper : on ne domestique pas un objet sans âme !

On conçoit cependant que ces caractères de l'esclavage historique peuvent prêter le flanc au succès d'une problématique extensive, dont la légitimité théorique (et sentimentale encore plus) paraît acquise : le trafic de personnes vouées à se prostituer ou à travailler dans un *sweat shop*, ou encore l'arrimage d'enfants à un métier à tisser pour payer la dette de leurs aînés (une « dette » conçue pour ne pas s'éteindre), cela ne fonde-t-il pas une condition assimilable en presque tous points à ce qui vient d'être dit ?

7. Par exemple, respectivement 1807 et 1834 en Grande-Bretagne.

8. FINLEY (1969 : 260) cité dans MEILLASSOUX (1998 : 103).

La personne ne s'appartient plus, la fuite est rendue impossible. Le sens commun sera d'autant plus conforté dans cette pensée que l'on se souviendra de la trahison de Toussaint Louverture<sup>9</sup> et des efforts que firent partout, après l'abolition, les ci-devant esclavagistes pour mettre en place de nouveaux systèmes d'exploitation qui soulevaient unanimement le commentaire suivant : « C'est comme avant, et pire peut-être. » Même « émancipation sans liberté » plus d'un demi-siècle après en Amérique, où pendant la présidence d'A. Johnson qui suivit l'abolition de 1865, « les États sudistes instituèrent des “codes noirs” qui transformaient les esclaves en véritables serfs continuant de travailler sur les plantations » (Zinn 2002 : 230). Pourtant, poursuit le même auteur citant un observateur, « aussitôt qu'ils ont été libres, ces Noirs prétendument dépendants et infantiles se comportèrent en hommes et en femmes autonomes » (*ibid.* : 230). Alors ?

Il y a là un effet *canada dry* — « ça a l'apparence de l'esclavage, mais ce n'est pas de l'esclavage » — qui paraît se justifier par l'enracinement du rapport salarial dans des formes de mise au travail censément incompatibles avec lui. Cette affaire est ancienne et je ferai l'hypothèse qu'elle vient d'un postulat de l'hérédité des rapports sociaux : une sorte de vision généalogique de l'oppression, dont on attend qu'elle fournisse des repères intellectuels.

Dans la Grande-Bretagne du début du XIX<sup>e</sup> siècle, le mouvement abolitionniste est très actif. Mais l'adoption par le Parlement du *Total Abolition of Colonial Slavery Bill* confirmera, en 1833, une cassure dans le mouvement anti-esclavagiste. L'affaire est instructive : d'abord, la résistance des planteurs prêts à tout pour défendre leur propriété a amené certains jeunes militants de la Société anti-esclavage à fonder un Comité propre, réclamant l'émancipation immédiate et inconditionnelle des esclaves des Colonies, et non pas graduelle. La mobilisation (pas moins de 1 300 comités locaux et, pour les seules femmes encore interdites de vote, 187 000 pétitions) accélérera le vote du *Bill*. Tandis que la Société s'en contente, nouvelle dispute chez les abolitionnistes à propos des mesures de transition destinées à « alléger » les effets de ce changement drastique sur les activités économiques des maîtres d'esclaves : avant l'émancipation, ces esclaves, s'ils sont âgés de plus de six ans, passeront une période d'« apprentissage » (*sic*) obligatoire de huit ans auprès des mêmes, en échange du gîte et du couvert. Autant dire que rien ne change, et le *quaker* Joseph Sturge, de retour des Indes occidentales, décrivant l'horreur de l'apprentissage, déclare que ce régime est pratiquement semblable à l'esclavage. La Société « anti-esclavage britannique et étrangère » (BFASS) est ainsi fondée, pour une abolition immédiate

9. « Néo-esclavagisme : le mot paraîtra dur. En tout cas, Leclerc, beau-frère de Bonaparte et envoyé de celui-ci à Saint-Domingue pour ramener cette colonie dans le giron de la France, [...] écrit : “Le règlement sur la culture de Toussaint est très bon, je n'aurais pas osé en proposer un semblable [...], mais je m'en servirai” » (D'ANS 1987 : 182).



et totale, « apprentissage » compris<sup>10</sup>. À partir de là, le combat fut orienté (outre la question de l'abolition nord-américaine) vers la résurgence du commerce de main-d'œuvre sous de nouveaux habits et des « *slavery-like practices* » qui en étaient le but : ainsi, quand les planteurs des Colonies caraïbes entreprirent vers 1840 d'y convoyer des Indiens (non loin d'un demi-million jusqu'à la Grande Guerre). L'histoire de la Société sera jusqu'à nos jours celle de ce combat de Sisyphe contre les figures successives de ce qui s'apparente à l'esclavage passé, en particulier la mise au travail des enfants, chaque épisode puisant dans le précédent assez d'éléments pour justifier l'emploi constant du même mot.

Parallèlement, le terme *esclave* accompagne la progression du rapport salarial et de ses effets privatifs de liberté dans les rapports domestiques. La révolutionnaire fouriériste et féministe Flora Tristan, qui avait observé et condamné les horreurs du « vrai » esclavage au Pérou, l'utilise pour également s'indigner du caractère irrévocable du mariage, cette institution bourgeoise où les épouses se trouvent prises comme dans un piège<sup>11</sup> : « Sommes-nous donc tous semblables [...] pour que les promesses du cœur, volontaires ou forcées, soient assimilées aux contrats qui ont la propriété pour objet ? Dieu, qui a mis dans le sein de ses créatures des sympathies et des antipathies, en a-t-il condamné aucune à l'esclavage ou à la stérilité ? » (Tristan 2004 : 168-169). On se souvient aussi de la célèbre image employée par K. Marx, théoricien du travailleur libre, à la fin du *Manifeste* : « Les prolétaires n'ont rien à perdre que leurs chaînes. » Un Marx qui préfigurera aussi un esclavage métaphorique plus commun aujourd'hui, celui des petites domestiques (*slaveys*), dont il dit qu'elles sont devenues les « esclaves domestiques modernes » (Marx 1973 : 126-127).

La notion même d'« esclavage salarié » sera popularisée en 1880 par *Le droit à la paresse*, un brûlot de P. Lafargue contre la « folie » du travail, le pire des esclavages. Il faut dire que la thèse est aisée à soutenir, puisque disant pesamment son admiration pour les Grecs de l'Antiquité, qui n'avaient « que mépris pour le travail : aux esclaves seuls il était permis de travailler : l'homme libre ne connaissait que les exercices corporels et les jeux de l'intelligence » (Lafargue 2001 : 14-16), Lafargue défend l'esclavage des uns au nom de la liberté des autres. Devançant la réponse des défenseurs de « la morale chrétienne et capitaliste », il montre par ce sophisme qu'il a tout compris : « [...] ces philosophes préconisaient l'esclavage. Parfait, mais pouvait-il en être autrement, étant donné les conditions économiques et politiques de leur époque ? La guerre était l'état normal des sociétés antiques ; l'homme libre devait consacrer son temps à discuter les affaires de l'État et à veiller à sa défense ; les métiers étaient alors trop primitifs et trop grossiers pour que, les pratiquant, on pût exercer son métier

10. La BFSS est l'ancêtre de l'actuelle Anti-Slavery International — voir l'historique sur le site [www.antislavery.org/](http://www.antislavery.org/).

11. Napoléon avait rétabli l'esclavage, et la Restauration aboli le divorce.

de soldat et de citoyen » (*ibid.* : 69). Tout est dit : y compris sur la guerre, ce moyen de rafler plus d'esclaves. À peu près au même moment, dans *Aurore*, F. Nietzsche (1980 : 160-161) fait honte aux ouvriers, ces « esclaves de l'usine ». Une même péjoration se retrouvera sous la plume d'É. Zola qui, en bon naturaliste, en fait une affaire d'hérédité et décrit dans *Travail* (1928 : 1, I ; 2, I) la lâcheté de Ragu, cet ouvrier « qui a le long esclavage dans le sang » et « qui tremble devant le dieu souverain », c'est-à-dire son patron<sup>12</sup>. Il est permis de supposer que là gît l'origine de l'acception méprisante du mot telle qu'on pouvait la trouver chez les anciens, et qui se retrouve encore maintenant dans des expressions telles que « avoir une mentalité d'esclave ». Tandis que les deux premiers auteurs cités se montraient incapables de penser le travail autrement qu'un travail exploité (et donc le travailleur, esclave ou salarié, comme sujet de son histoire), on trouve chez les trois un autre élément, élément-clé de l'esclavage métaphorique, qui distille plus ou moins subtilement l'idée que l'esclave aurait sa part de responsabilité, sinon d'acquiescement à son propre sort.

Il fallait un coupable : ce sera la victime. La dérive en cascade de la philosophie implicite qui mène de l'esclavage pur et simple à la culpabilisation du travailleur à mesure que ce dernier a entre les mains les moyens de son émancipation, voilà qui précisément semble exclure la possibilité du travailleur collectif d'user du travail comme d'un moyen de son émancipation. Nous verrons plus loin la face humanitaire et volontariste de cette philosophie, reflétant à sa manière un débat sur l'« extrême ambivalence du "travail" » qui, évoquant « à la fois la contrainte, la peine d'une activité qui n'est pas à elle-même sa propre fin, et la liberté, l'acte créateur », et « tantôt asservissement des personnes aux choses, tantôt asservissement des choses aux personnes [...] fait le démiurge comme il fait l'esclave » (Supiot 1994 : 3). De nombreux travaux (Linhart 1980 ; Clot 1998) suggèrent du travail une définition où l'espace de liberté est à l'inverse ce qui fonde la spécificité de l'activité « travail » face à la contrainte<sup>13</sup> : il est dès lors possible de comprendre d'un seul mouvement où est la différence entre l'esclavage et le salariat et pourquoi nous assistons à la perpétuation de celui-là pour qualifier les formes les plus inadmissibles de celui-ci.

- 
12. Il ne faut pas surinterpréter les propos de Zola qui, dans ce roman à thèse d'inspiration fouriériste — un Fourier qui énonçait que « les enfants des esclaves furent eux-mêmes des esclaves » —, s'érige en Prométhée et entend sauver la classe ouvrière de ce « péché originel » par le travail libre en association (MORICE 2002).
  13. « Le travail, c'est l'activité déployée par les hommes et les femmes pour faire face à ce qui n'est pas donné par l'organisation prescrite du travail », proposition de P. Davezies, reprise par DEJOURS (1993 : 220).

## Les saisonniers marocains dans les serres et les vergers : limites du consentement

À ce stade, l'esclavage peut être envisagé comme l'exutoire par lequel le langage courant manifeste une incrédulité partagée devant la théorie classique, selon laquelle le travailleur salarié serait une personne libre, sous le seul motif qu'elle est juridiquement libre : d'où l'idée d'en faire une affaire d'héritage et de partir à la rencontre des formes de mise au travail en tant qu'elles semblent mettre une tradition esclavagiste (le droit sur les personnes et l'anéantissement de celles-ci) au service d'une tradition contemporaine (une configuration de relations sociales réputée d'inspiration capitaliste et libérale). Le questionnement paraît légitime, mais la chose n'est pas sans inconvénients, dès qu'il s'agit de donner un tour politique aux sentences que les mots abritent. Avant de revenir sur ce point, je propose une illustration tirée d'une enquête récente menée chez les travailleurs saisonniers étrangers dans l'agriculture française. Si je m'autorise cette illustration prise dans un domaine où règne en principe le droit du travail moderne (un droit certes théorique et par ailleurs injuste), c'est parce que certains s'autorisent de leur côté du même exemple pour crier au « travail forcé » (Belser 2003 : 60) et tous ensemble à l'« esclavage moderne » (Guillaud 2003 : 77-78) — ce qui, nous allons le voir, est un comble en l'occurrence.

En France, le Code du travail n'a pénétré que tardivement et incomplètement le milieu rural. L'agriculture y est longtemps restée à l'écart des lois, et c'est encore le site par excellence de la dérogation au droit commun. Dans son idéologie coutumière, l'exploitant se compare volontiers à un maître de maison, où les ouvriers (journaliers et valets de ferme autrefois, saisonniers et « précaires » de nos jours) sont assimilés à des membres de la famille. Quoique cette conception paternaliste ait largement cessé de fonctionner dans une profession qui s'est convertie à l'agriculture intensive, les exploitants continuent à se vouloir à l'abri des regards de la société civile et de l'État, avec ses « contrôleurs qui ne connaissent rien aux réalités de la paysannerie ». Le principal syndicat paysan n'est-il pas souvent comparé à une « féodalité » ? Mais, si les exploitations ne sont pas formellement sans rappeler certains traits des plantations coloniales, leur pensée sociale se situe aux antipodes de l'esclavagisme en cela que non seulement la personnalisation du rapport salarial est revendiquée, mais encore la mobilisation des bras passe par celle des esprits — un « consentement » formel de l'ouvrier que les exploitants ne manquent pas d'invoquer face à leurs détracteurs.

Lorsque furent signés en 1963 par la France des accords de main-d'œuvre avec le Maroc et la Tunisie, il s'agissait de répondre à des besoins industriels principalement. Sur cette époque, c'est surtout la comparaison avec la traite négrière qui a été faite, à cause des rabatteurs de main-d'œuvre qui allaient « faire leur marché » dans les douars, et des agents de l'Office

national d'immigration (ONI), qui percevaient le tribut légal de chaque transaction. Comparaison usurpée bien sûr, mais qui dans un langage anti-néocolonialiste s'expliquait : il faut savoir qu'à cette époque les contrats pouvaient être anonymes, c'est-à-dire signés par les employeurs pour un lot indistinct de personnes, et qu'en outre les autorités locales savaient user d'« arguments » persuasifs destinés à transformer les récalcitrants en volontaires. Après juillet 1974, date de la décision française de suspendre l'immigration de travail permanente, l'ONI, devenu en 1988 Office des migrations internationales (OMI)<sup>14</sup>, a pour l'essentiel réduit ses opérations de recrutement aux saisonniers, dont le séjour en France est soumis et limité en temps à la signature d'un contrat annuel de six mois maximum (exceptionnellement huit).

Aujourd'hui les contrats OMI — comme on les nomme — sont nominatifs, et c'est ainsi que sont introduits chaque année dix à quinze mille saisonniers sur le territoire. Dans le secteur des fruits et légumes et en Provence, site de l'enquête, il s'agit surtout de Marocains venus des alentours de Fès et Taza. Les conditions d'embauche et de travail annoncent la métaphore de l'esclavage : sollicités par des intermédiaires ou par des parents, les saisonniers doivent bien souvent payer leur « ticket d'entrée » dans l'emploi agricole français, allant parfois jusqu'à travailler pour presque rien la première année. Sous des serres surchauffées et dans des vergers où la récolte est soumise à cadence, dans une ambiance gorgée de produits phytosanitaires, l'activité de cueillette est si pénible et si dangereuse, pour un tarif horaire uniformément fixé à l'indice 100 (« mais tellement supérieur à celui qu'ils auraient au pays »), que les exploitants admettent ne pas trouver de main-d'œuvre locale, tout en voyant dans la disponibilité des Marocains la preuve que le système satisfait chacune des parties. Une disponibilité en effet sans autres limites que celles de la résistance physique, et dont on use et abuse pour faire accomplir des heures supplémentaires peu ou pas payées. Séparés des leurs, les migrants ne sont guère pressés de rejoindre la promiscuité des logements étroits et peu salubres où, le racisme aidant, ils se voient cantonnés loin des agglomérations : pour la plupart, il s'agit d'amasser le plus en dépensant le moins possible. Ajoutons que, dans l'ensemble, les exploitants sont impitoyables avec tous ceux qui sont victimes de maladie, d'accidents ou de simple usure physique, cela avec la complicité parfois active des services de protection sociale. Il faut enfin remarquer qu'un triple déni juridique frappe les titulaires d'un contrat OMI, en tant qu'ils sont à la fois étrangers et saisonniers : *primo*, titulaires d'autorisations provisoire de travail (APT) n'ouvrant pas le droit au séjour permanent, ils perdent de ce coup toute possibilité d'obtenir un statut de résident leur permettant de s'installer avec leur famille, fût-ce après des années de loyaux services dans la même exploitation ; *secundo*, recrutés sur un contrat à durée déterminée

14. Lequel a été rebaptisé en 2005 Agence nationale de l'accueil des étrangers et des migrations (ANAEM).

(CDD) « à caractère saisonnier », ils perdent ainsi les bénéfices afférents (dont la prime de précarité), mais aussi, contrairement à leurs homologues français ou étrangers résidents, la possibilité de convertir ce CDD en contrat à durée indéterminée<sup>15</sup> ; *tertio*, nommément désignés par leur employeur lors de la remise du contrat à l'OMI, ils dépendent du pouvoir discrétionnaire que celui-ci a de le renouveler ou non pour la saison suivante et ne sont pas libres de quitter cet employeur pour un autre sans son consentement (sauf à quitter la France)<sup>16</sup>. Une telle sujétion n'est guère défendable en droit, humainement moins encore, et offre à l'observateur le spectacle de « l'antithèse du travail décent », pour parler comme le BIT qui en faisait encore en 2001 un élément de repérage du travail forcé — il est vrai que cela n'est plus présent qu'à l'état résiduel dans le dernier rapport (BIT 2005 : 1.35).

Des « contrats d'esclaves », résumait un journaliste en 1999 qui, ne voyant pas la contradiction, sous-titrait son article sur les « Saisonniers venus du Maroc » ainsi : « La précarité à perpétuité »<sup>17</sup>. Pourtant même « à perpétuité », la précarité n'est guère un attribut de l'esclavage. L'esclavage a souvent été mis à contribution dans les titres, ce qui nous indique au moins, à défaut de rigueur théorique, le souci d'accrocher le lecteur<sup>18</sup>. Esclaves, ces saisonniers ? Esclaves peut-être, mais sommés de retourner au pays à l'issue de la saison, et donc libres alors de tout engagement forcé. Esclaves encore, ces hommes qui, depuis quelques années, multiplient les actions prud'homales et même pénales contre des employeurs indélicats et dont la situation, depuis qu'elle a acquis une visibilité, affole les autorités compétentes, désormais obligées de ménager et la chèvre et le chou ?

Mais il y a plus essentiel, car même en se plaçant dans la critériologie internationale officielle, on aurait du mal à voir la « menace d'une peine » ou l'absence d'un « plein gré » dans leur cas, du moins là où ces identifiants sont supposés se situer. À l'évidence, le système inique des contrats OMI est le fruit d'une rencontre d'intérêts, et l'absence de symétrie inhérente à tout rapport d'exploitation n'y change rien : rançonnés ou non, effectués ou non dans des conditions épuisantes, humiliantes, délétères, ces emplois sont recherchés. Si contrainte il y a, c'est celle des parents et des proches, qui poussent à des voyages dont ils escomptent une retombée bénéfique, et globalement les obligations sont morales — ce qui n'exclut pas toutefois que

15. *Code du travail* : L. 122-1-1 et suivantes.

16. Un fait propre à alimenter le moulin des tenants de la notion d'*esclavage moderne* : jusqu'en 2000 au moins, les exploitants signaient une « lettre de liberté » au travailleur dont ils se séparaient — un document sans valeur légale sans doute, mais révélateur d'un état d'esprit, reconnaissons-le, assez esclavagiste.

17. *Libération*, 14 mai 1999. On trouve un même glissement étrange de l'*esclavage* à la *précarité* dans le titre et le corps de l'article cité de GUILLAUD (2003).

18. Cf. par exemple « Saisonniers étrangers. Esclavage à la provençale ? » (*Témoignage chrétien*, 19 juin 2003) ; « “Salariés ou esclaves” sous les serres de Berre ? » (*Marseille l'hebdo*, 9 juillet 2003).

les candidats à la migration saisonnière puissent tomber dans le piège de l'endettement, mais ce dernier ne sera pas une arme d'assujettissement directe de l'employeur, comme il en va de la servitude pour dettes ; si contrainte il y a avant toute autre, c'est celle que cause l'absence d'autosuffisance des régions pourvoyeuses de contrats OMI, phénomène répandu qui n'engendre pas en soi une forme spécifique de domination et d'exploitation des personnes ainsi projetées sur le marché du travail. Et si menace il y a, c'est celle de ne pas voir son contrat renouvelé, bref, de se voir rendre sa liberté. À l'instar d'autres catégories de travailleurs précaires, les saisonniers connaissent la peur d'être éconduits et, comme eux, sont prêts à cacher une maladie ou un accident du travail ; à mesure qu'ils avancent en âge, quand le rendement diminue en même temps que les risques augmentent, les exigences salariales disparaissent encore plus pour ne pas risquer de perdre le sacro-saint contrat — il faut avoir vu dans un douar le désœuvrement honteux de personnes non renouvelées, et avoir vu certains dossiers où des prénoms avaient été gommés et substitués par ceux d'un homonyme, pour mesurer par contraste les sacrifices qui sont consentis par les saisonniers.

Avec le cas de ces salariés, dont bien des exemples équivalents existent dans l'univers laborieux alimenté par des migrants, nous sommes de plain-pied dans l'esclavage métaphorique. Plus efficace sur les esprits que dans la version originelle, plus compatible avec les usages formellement libéraux du rapport salarial, cet « esclavage »-là a sur son homologue historique l'avantage de se présenter comme un consentement, voire l'effet d'une volonté, de la part de celui qui s'y soumet, supposé du coup en être le bénéficiaire. Les employeurs le savent, qui non seulement mettent cette inversion au service d'une casuistique les déculpabilisant, mais de surcroît utilisent l'adhésion au système pour perpétuer un individualisme propice à l'instauration d'un *divide and rule* sans merci dans les exploitations — sans compter que les plus zélés auront peut-être l'accès au lucratif statut d'intermédiaire. Or, bon gré mal gré, il doit composer avec la personne, celui qui se sert de l'adhésion comme d'un levier de la sujétion : et c'est là que se situe la coupure qualitative entre l'esclavage métaphorique et l'esclavage historique. Voilà qui explique la victoire du recrutement nominatif sur l'ancienne pratique des lots anonymes de travailleurs<sup>19</sup>, conformément — les tenants des contrats OMI n'omettent pas de le rappeler — à l'esprit du droit civil tel qu'il définit le contrat entre personnes.

La métamorphose de l'un en l'autre « esclavage » ne supprime pas tous les attributs du premier qui se perpétuent dans le second : en particulier, le

19. Cette pratique n'a d'ailleurs pas totalement disparu, puisque chaque année une circulaire de la Direction des populations et des migrations (DPM) permet une exception pour les contrats de saisonniers polonais, qui « peuvent être anonymes » — cf. par exemple la circulaire DPM/DM/2/2005 du 2 mars *relative aux travailleurs saisonniers étrangers dans le secteur agricole pour la campagne 2005*. Mais actuellement l'« esclavage » des Polonais dans les champs se réduit essentiellement à des périodes d'un ou deux mois au moment des vendanges.

libre choix sous forte contrainte socio-économique, combiné à un certain laisser-faire des pouvoirs publics, autorise les exploitants à s'arroger un semblant de droit sur les personnes. Il faut indiquer que ce phénomène n'est pas propre aux contrats OMI, puisqu'il est inhérent à l'ambivalence du droit moderne du travail, qui ne sait ni ne veut éliminer complètement la dimension patrimoniale du contrat salarial — de même que le *Code noir* de 1685 ne prétendait pas réduire entièrement l'esclave à une chose, ce que, note A. Supiot (1994 : 41-42), le droit canonique ne l'aurait de toute manière pas toléré. Mais tandis que l'esclavagiste devait déployer discipline punitive et entraves pour châtier ou traquer tire-au-flanc et fuyards, c'est avec des armes immatérielles que dans les serres et les vergers l'on obtient la soumission.

Dans cette variante française, l'usage de la contrainte sur les corps se réduit à l'exploitation que l'on peut faire de l'épuisement physique pour contenir les velléités de rébellion, et parfois à la brutalité de patrons ou de chefs de culture dont on dira qu'ils ont une mentalité « du passé », voire « esclavagiste ». Mais elle ne joue pas un rôle central. L'esclavage métaphorique met ici à contribution de part et d'autre les ressources d'un imaginaire dont l'efficacité est avérée lorsque la loi (sans préjudice de son application) plane sur les rapports sociaux comme un arbitre possible. J'ai parlé plus haut de « consentement » dans un contexte où il doit être clair que, loin de toute philosophie misérabiliste ou méprisante à l'égard de l'homme qui paraît consentir, ce terme désigne le produit d'une mobilisation psychique par cet imaginaire, non d'une intériorisation de celui-ci : il s'agit ni plus ni moins du produit d'un choix obligé, mais réversible. On peut bien sûr y échapper (tous les Marocains de la région de Taza ne viennent pas cueillir les fruits et légumes de Provence) mais, si l'on fait un pas dans sa direction, c'est tout un enchaînement de contraintes que cet imaginaire déclenche, aussi puissantes que les vraies chaînes.

Des ressorts psychiques de la domination ainsi mis en œuvre, j'ai esquissé ailleurs (Morice 1999 : 48-51) une caractérisation par des mécanismes tels que la peur et la croyance. La peur, nous l'avons croisée plus haut : c'est pour le saisonnier le produit d'une menace de ne pas être réembauché. Cette peur se démultiplie en peurs particulières, souvent bien connues chez les émigrés : peur de revenir au pays sans rien, peur de ne pas être en règle, peur du racisme, peur de l'affrontement avec le patron, peur de l'arrêt de travail, peur faustienne enfin de ne pas savoir gérer tous les conflits intrasubjectifs qui déchirent l'être entre acceptation et révolte. La loi tient à cet égard sa responsabilité dans l'affaire car c'est le plus officiellement du monde que le système dérogatoire des contrats OMI a créé cette épée de Damoclès au bénéfice d'un employeur investi du pouvoir discrétionnaire de renouveler ou non ses ouvriers : encore une fois, même après vingt saisons chez le même exploitant, le saisonnier étranger reste un précaire comme au premier contrat. Puissance de l'imaginaire : ce que ces

hommes ne savent pas, c'est que le rapport des forces leur est moins défavorable qu'ils croient. En réalité, l'État veillant à contingenter les contrats OMI au nom de la préférence locale pour l'emploi, et les contrôles qui portent sur la déclaration des heures de travail déclarées et la conformité des logements s'étant renforcés, les employeurs aussi vivent dans la crainte de ne pas obtenir les contrats demandés. En outre, bien que payées au taux minimum légal, les tâches de taille, éclaircissage et même cueillette nécessitent un savoir-faire tel que les saisonniers expérimentés sont très appréciés : quand un exploitant a un bon ouvrier et que de surcroît ce dernier sait accepter les habituelles avanies du chantier, alors il tient à le garder. Il faut ajouter que, surtout dans l'arboriculture de fruits fragiles, la récolte n'attend pas, et que tout retard dans l'arrivée des cueilleurs commandés à l'OMI peut avoir des conséquences catastrophiques, comme en aurait une grève. Mais cela, je l'ai dit, les protagonistes du patron l'ignorent — ou plutôt leur inconscient leur dicte de feindre de l'ignorer, afin de ne pas développer des conduites qui, dans un climat de « chacun pour soi », seraient suicidaires.

Le climat général est celui d'une fidélité paradoxale où, on le voit, intervient aussi la croyance. Une croyance générique à l'ombre de laquelle agissent des mécanismes variés savamment manipulés, tels que la dette, l'ordre social naturel ou la fatalité plus ou moins voulue par Dieu, sans oublier ce revers de la foi qu'est l'ignorance (celle du droit et des droits de l'ouvrier étranger, avant tout). En particulier, par une inversion classique dans le rapport social paternaliste, en tant qu'il définit un champ de dépendance (Morice 1996 : 278-281), la relation d'exploitation tend constamment à se transformer en son contraire, où celui qui la subit croit qu'on lui a octroyé une faveur — coup double pour l'exploiteur ainsi légitimé, et pour sa position dominante, et pour sa générosité. La duperie n'exclut nullement une intelligence (parcellaire ou complète) des choses, mais dans l'instant la croyance éloigne tout appel à la raison : tel ouvrier qui, au pays, maudissait les tactiques de l'engance patronale, donnera les signes d'une reconnaissance servile à son employeur quand il l'aura devant lui et saura même payer, le cas échéant, l'écot demandé en contrepartie de l'emploi octroyé. Cet imaginaire produit lui-même du réel (la guerre parfois sans pitié qui se mène pour obtenir des contrats OMI), et ce dernier alimente en retour toute une mythologie sur la valeur et la rareté des contrats OMI, tandis que plus prosaïquement la régulation étatique a pour principale fonction d'alimenter l'idée d'un bien précieux. La réification de cette idée ne laisse d'échappatoire que collective, et les actions en réparation n'interviennent généralement que quand, de toute façon, la relation de travail aura été rompue. À vouloir comparer, plutôt que celui de l'esclavage, tout cela évoquerait l'univers domestique et l'oppression des épouses.

Ne négligeons pas, pour conclure sur cet imaginaire, l'action conjuguée de deux facteurs élémentaires qui fédèrent tous les cas de soumission trop hâtivement qualifiée de consentie ou volontaire : c'est la fragilisation psychique et l'inculcation de l'idée qu'il n'y a pas d'autre solution (idée qui



rejoint l'invocation d'une volonté de Dieu). Telles sont là les plus solides des chaînes, et le labeur chaque jour recommencé de l'exploiteur consistera à faire que cette idée soit « vraie » et que la personne soit placée en état de perpétuelle vulnérabilité. Pour seul exemple, je citerai le cas de ces jeunes personnes africaines arrêtées pour séjour irrégulier, puis relâchées par le tribunal, pour être immédiatement capturées (faudrait-il dire « prises en charge » ?) par des « protecteurs » (ANAFE 2001 : 54-56)<sup>20</sup>.

### *Esclaves modernes : qualification juridique et interprétation politique de la sujétion*

L'exemple des saisonniers proposé ci-dessus n'est guère « extrême », ni même caractérisé, au regard des faits d'*esclavage* ou de *travail forcé* tels qu'ils sont rapportés par les institutions internationales et humanitaires. On concédera sans peine que, toujours sous le double critère de la menace de la force et de l'absence de plein gré, certaines formes de sujétion (terme que je choisis comme générique) aujourd'hui répandues inspirent davantage la référence à l'esclavage : je pense notamment à la servitude et à la prostitution pour dettes. Afin de ne pas discuter de ces formes dans une trop grande généralité, et afin de me rapprocher un peu plus de cette référence historique, je n'évoquerai ici que celles qui visent les personnes traitées (c'est le cas de le dire) en étrangères et comme étrangères : d'un côté, les travailleurs immigrés qui, dans le textile, la préparation alimentaire ou la domesticité privée, sont souvent prisonniers, à la fois physiquement et pour rembourser la « dette » d'un voyage chèrement tarifé ; de l'autre, celles qu'il est devenu habituel d'appeler les « esclaves sexuelles », c'est-à-dire des femmes séparées de gré comme de force de leur milieu et de leur pays pour être placées sans papiers (le détail est important) sur les trottoirs de nos capitales.

Mais il est utile de faire un détour par l'interprétation qu'a proposée C. Geffray du mécanisme de la dette imaginaire, à l'aide d'un modèle pénétrant basé sur ses observations en Amazonie brésilienne. De même que l'esclave est un étranger arraché à ses liens sociaux pour d'autres liens moins enviables, la dette en question, moyen d'assujettissement totalement soumis au règne de la marchandise, a pour but de séparer l'homme assujéti du marché, afin qu'il ne connaisse le prix de son travail et la valeur des choses utiles que par la médiation d'un livre de comptes et d'un magasin, tous deux tenus par celui qui l'emploie. Dès lors, il suffit de provoquer une dette

20. Ce rapport, qui parle de « trafic d'êtres humains », relate diverses observations dans et autour du tribunal de Bobigny, dont celle-ci sur de jeunes Sierra-Léonaises remises en liberté : « Les avocats ou autres personnes les encadraient et nous empêchaient de leur parler : puis nous avons assisté au départ, sous bonne escorte, de deux d'entre elles sans rien pouvoir faire. Visiblement, elles ne connaissaient pas les hommes qui venaient les chercher mais semblaient prévenues. Équipés de portables, très sûrs d'eux, ils passent de nombreux appels » (*ibid.* : 55).

primitive : un rabatteur se chargera de repérer en ville les prolétaires sans feu ni lieu tels que les décrivait Marx, de leur faire une avance et de les acheminer vers les *fazendas* où éternellement la dette pourra se reproduire, la fuite étant punie de mort (Geffray 1995 : 28-32, 45-52).

Revenons à la France, dont nous ne nous étions guère éloigné. Le modèle amazonien de Geffray est assez proche de celui que les sociétés occidentales autorisent, avec moins de meurtres peut-être, mais autant d'impunité. Cependant, en reprenant la croyance évoquée plus haut, on peut étendre le modèle à la « dette morale », très active dans le milieu des immigrés : le constat n'est en effet pas toujours qu'à l'origine se trouve une somme importante qu'il faudra rembourser sans jamais pouvoir la solder. Il peut aussi bien s'agir d'une sorte de contrat tacite passé avec une famille qui escompte des mandats, il peut aussi simplement s'agir d'une reconnaissance envers les personnes qui, fournissant les moyens de la survie (un travail exploité) dans un univers hostile, établissent la relation d'obligation dont parle C. Geffray, où les obligés « *croient* s'endetter. C'est faux mais ils le croient » (*ibid.* : 133). La privation même de titre de séjour est le terrain le plus fertile pour le développement d'une dette immatérielle de ce type, quelle qu'en soit la nature.

Dans tous les cas, les personnes visées sont tombées dans une nasse, et peu importe (sur ce point le BIT a raison) que cela ait été à l'origine une démarche volontaire ou forcée de leur part : à un moment donné le cercle se referme, où seul l'exploiteur possède la clé des brèches. Il faudrait dire : l'exploiteur et l'autorité publique. Car le premier phénomène qui trouble l'observateur, et que beaucoup de commentateurs et d'acteurs engagés dans l'humanitaire peinent à bien comprendre, c'est l'incroyable complicité historique qui unit l'État, avec son arsenal législatif, réglementaire et répressif, avec l'ainsi nommé esclavage moderne. Que cette complicité soit vécue comme telle ou non, ce n'est pas ici la question : toujours est-il que, activement ou passivement, les lois et pratiques, tant dans le domaine travailliste que dans celui de l'entrée et du séjour des étrangers, précèdent et organisent la sujétion hors droit autant qu'elles ne prétendent la combattre. Passivement : quand par exemple l'enfermement privé de domestiques ramenés de voyage (notoirement répandu, non pas seulement dans les ambassades) est rendu possible par le respect des espaces privés par les corps d'inspection. Activement : très généralement quand la situation irrégulière des personnes soumises est considérée comme l'infraction première, qui fait passer à l'arrière-plan les infractions des acteurs de la sujétion ; ainsi en va-t-il de la prostitution, où la loi pour la sécurité intérieure (LSI) du 18 mars 2003, pénalisant la prostituée pour trouble à la tranquillité publique et prétendant conditionner l'octroi d'un titre de séjour provisoire à la dénonciation de son proxénète, en vient *de facto* à protéger ce dernier (Vernier 2005) — un raisonnement presque analogue pourrait être fait pour les clandestins des *sweat shops*.

Cet énoncé aurait mérité un plus ample développement. J'ai dit plus haut que l'esclavagiste ne connaissait d'autre loi que la sienne, ne connaissant que le renfort éventuel de l'État, non son opposition. De nos jours, le

spectre du droit n'autorise pas un tel retrait, et l'on observera que, peu soucieux d'assurer l'entretien viager de la personne (y compris dans ses périodes improductives) comme aux temps de l'esclavage historique, aujourd'hui l'exploiteur de travail non salarié prend tout de même le salariat pour étalon, quitte à ne pas en respecter les normes minimales. La différence fondamentale, qui me paraît disqualifier la métaphore de l'esclavage dans ses implications politiques, c'est que précisément ces normes existent et font référence, et au-dessus d'elles cette loi qui faisait défaut aux esclaves d'autrefois<sup>21</sup>. Ainsi, quand un commando « délivre » un domestique retenu en captivité, il se met certes hors la loi (sans parler des risques éventuels liés à la connivence des agents publics et des maîtres), mais au bout du compte il a la possibilité, le droit de faire valoir la loi qui entérinera cette remise en liberté. Plus généralement, certaines conditions dites *esclaves* sont par nature précaires et réversibles : ainsi le mal nommé « esclavage » des enfants, ainsi également la prostitution, qui ne concernent que des âges de la vie — et l'on peut regretter le peu de travaux consacrés à leur devenir. Sur le terrain, des observateurs disent y voir à la fois un *turnover* croissant et une diversification des lieux ou des méthodes, ce qui pourrait s'analyser, entre autres causes, comme un effet induit de l'irruption du droit dans la sanction de certaines formes non salariales d'exploitation.

Mais, quelles que soient éventuellement son inefficacité, la volonté de l'ignorer ou de le contourner, ses ambiguïtés mêmes, ce droit a montré à maintes reprises, tous systèmes d'« esclavage » confondus, qu'il est le moyen par excellence de surmonter les effets écrasants de l'imaginaire analysé plus haut. Même partielle, son intrusion dans un ordre social a la particularité de mettre les « esclavagistes » en émoi, et avec eux les autorités publiques, de peur de paraître complices. La problématique s'est renversée : au temps de l'esclavage, la question centrale était de combler un vide juridique et de décréter abolition et émancipation, tandis qu'aujourd'hui elle est d'appliquer une loi qui existe. Voilà qui devrait créer un déplacement, tant pour les acteurs politiques que pour les chercheurs : il s'agit d'établir les causes faisant obstacle et de comprendre les mécanismes propices à la perpétuation de la sujétion au cœur de la société salariale, laquelle amène précisément à parler d'*esclavage*. La puissance de ces mécanismes ne fait pas de doute, et c'est peut-être un effet du découragement devant un affrontement inégal que tant d'humanitaires déploient leur énergie à « protéger les victimes » et à panser leurs plaies, plutôt qu'à mettre à leur disposition les moyens de faire prévaloir leurs droits.

\*

21. Assertion sans doute exagérée car, assez tôt, l'autorité a été amenée à légiférer sur des questions telles que l'émancipation ou les châtements. Mais la condition même de l'esclave n'avait contre elle qu'un déni de droit.

Pour conclure, j'énonce brièvement deux pistes dans la voie d'une meilleure compréhension. En premier lieu, la confusion de la sujétion avec la traite n'est pas anodine. Sur la question des migrations clandestines et des trafics de main-d'œuvre, on assiste depuis quelques années à une focalisation insistante sur une sorte de nébuleuse informe, aussi mal nommée que l'esclavage moderne lui-même, où voisinent *passeurs, intermédiaires, trafiquants, négriers, filières, réseaux et mafias*, pour ne citer que les qualifications les plus courantes. Du point de vue des instances répressives peut-être et de celui des exploiters sûrement, ce changement de focalisation présente des avantages. « Pendant ce temps, les affaires continuent », serait-on tenté de dire à propos des demandeurs de main-d'œuvre ; en outre, les opérations de type coup de pied dans la fourmière sont à la fois plus faciles et plus spectaculaires ; dans le même esprit, au nom du fait que les filières sont intégrées, on peut organiser des rafles contre les clandestins en les désignant comme passeurs, ou contre des prostituées pour proxénétisme. Bien sûr, les remarques qui sont faites ici ne concernent pas que l'immigration clandestine, et l'on peut noter dans une grande diversité de cas des situations où la société culpabilise ou pénalise le pourvoyeur de personnes en ignorant celui qui les utilise. *De facto*, un tel déplacement amène à protéger les utilisateurs, et de plus en fonction de leur poids car plus ils sont gros, plus le système d'approvisionnement en personnes humaines sera diversifié, et le mot « démantèlement » (d'un réseau) cache mal la pérennité des systèmes d'exploitation.

En second lieu, si l'on continue de remonter le chemin qui mène aux profits tirés de la sujétion, force est de constater que les producteurs qui sont friands de main-d'œuvre sont eux-mêmes insérés dans un système marchand où règnent les contraintes économiques créées par les utilisateurs ou les clients. Souvent, au nom de l'équilibre politique ou économique, les pouvoirs publics évitent de franchir ce pas (Herman 2005). De même qu'à l'époque du commerce négrier, il était peu honnête d'abolir celui-ci tout en maintenant l'esclavage et avec lui les cours de certaines matières premières agricoles, il semble non moins impensable — mais c'est pourtant souvent le cas — d'incriminer isolément des fabricants sans qu'il en soit ainsi au moins autant pour les commanditaires. Il n'y a guère lieu d'être optimiste, puisque cette persistance de l'« esclavage » jugée si alarmante est certainement moins une affaire de surenchère dans les déclarations et les mesures contraignantes à l'égard des États et des particuliers, que de mise en cause des modalités des échanges internationaux. Il faut enfin remarquer avec C. Bormans (1996 : 798-800) qu'une institution comme le BIT, qui œuvre à combattre le « travail forcé », ailleurs dit « esclavage moderne », a encouragé ou provoqué pendant vingt-cinq ans environ des programmes de soutien au secteur informel, secteur comprenant toutes les activités où les bénéfices et le travail échappent au fisc et au droit, comme moyen privilégié de pallier les insuffisances du marché mondial de l'emploi comme de la distribution des ressources. Ce soutien n'est plus de mise aujourd'hui dans les instances

officielles, tant il est clair que le secteur informel, d'ailleurs intégré à l'économie mondiale, est un des sites majeurs de cet « esclavage » dénoncé par ailleurs. Sur la question, il apparaît que l'étude anthropologique est immédiatement et totalement politique : mais en a-t-il jamais été autrement pour l'esclavage ?

CNRS-URMIS (*Unité de recherches Migrations et société*), Paris.

## BIBLIOGRAPHIE

AN (Assemblée nationale)

2001 *L'esclavage en France aujourd'hui*, Paris (Rapport d'information par la mission d'information commune sur les diverses formes de l'esclavage moderne, n° 3459).

ANAFE (Association nationale d'assistance aux frontières pour les étrangers)

2001 *Zones d'attente. En marge de l'État de droit*, Paris (Rapport de visites et Bilan des observations des audiences du « 35 quater »).

D'ANS, A.-M.

1987 *Haïti. Paysage et société*, Paris, Karthala.

BELSER, P.

2003 « Le travail forcé aujourd'hui », *La Pensée*, 336, oct.-déc. : 55-67.

BIT (Bureau international du travail)

2005 *Une alliance mondiale contre le travail forcé*, Genève (Conférence internationale du travail, 93<sup>e</sup> session).

BORMANS, C.

1996 « Esclavage moderne et idéologie antique », *Revue Tiers-Monde*, XXXVII (148), oct.-déc. : 787-802.

BOTTE, R.

2003 « Traite des êtres humains et esclavage. Du congrès de Vienne (1815) au protocole de Palerme (2000) : les réponses du droit », *La Pensée*, 336, oct.-déc. : 7-21.

CLOT, Y.

1998 [1995] *Le travail sans l'homme*, Paris, La Découverte.

DEJOURS, C.

1993 [1980] *Travail : usure mentale*, Paris, Bayard.

FINLEY, M.

- 1969 « The Idea of Slavery : Critique of David Brion Davis : *The Problem of Slavery in Western Culture* », in L. FONER & E. D. GENOVESE (eds.), *Slavery in the New World. A Reader in Comparative History*, Englewood Cliffs, N.J., Prentice Hall : 256-261.

GEFFRAY, C.

- 1995 *Chroniques de la servitude en Amazonie brésilienne. Essai sur l'exploitation paternaliste*, Paris, Karthala.

GUILLAUD, Y.

- 2003 « L'«esclavage moderne» et le «travail forcé» à l'épreuve de la précarité. Le cas de la France », *La Pensée*, 336, oct.-déc. : 69-83.

HERMAN, P.

- 2005 « Trafics de main-d'œuvre couverts par l'État », *Le Monde diplomatique*, juin : 8.

LAFARGUE, P.

- 2001 [1880-1883] *Le droit à la paresse*, Paris, Éditions Allia.

LINHART, D.

- 1980 *L'appel des sirènes*, Paris, Le Sycomore.

MANIER, B.

- 1999 *Le travail des enfants dans le monde*, Paris, La Découverte/Syros.

MARX, K.

- 1973 [1867] *Le Capital* (I, 2), Paris, Éditions sociales.

MEILLASSOUX, C. (dix-sept études présentées par)

- 1975 *L'esclavage en Afrique précoloniale*, Paris, François Maspero.

MEILLASSOUX, C.

- 1998 [1986] *Anthropologie de l'esclavage : le ventre de fer et d'argent*, Paris, PUF.

MORICE, A.

- 1996 « Le paternalisme, rapport de domination adapté à l'exploitation des enfants », in B. SCHLEMMER (dir.), *L'enfant exploité. Oppression, mise au travail, prolétarianisation*, Paris, Karthala : 269-290.
- 1999 « Quelques réflexions sur l'adhésion au système », *Travailler*, 3 : 31-54.
- 2002 « La rédemption de la "race ouvrière" chez Émile Zola », *Le Monde diplomatique*, octobre : 24-25.

MOULIER BOUTANG, Y.

- 1998 *De l'esclavage au salariat. Économie historique du salariat bridé*, Paris, PUF.

NIETZSCHE, F.

- 1980 [1881] *Aurore*, Paris, Gallimard (Œuvres philosophiques complètes, IV).

SUPIOT, A.

1994 *Critique du droit du travail*, Paris, PUF.

TRISTAN, F.

2004 [1837] *Pérégrinations d'une paria*, Paris, Actes Sud.

VERNIER, J.

2005 « La loi pour la sécurité intérieure : punir les victimes du proxénétisme pour mieux les protéger », in M.-E. HANDMAN & J. MOSSUZ-LAVAU (dir.), *La prostitution à Paris*, La Martinière : 121-152.

ZINN, H.

2002 *Une histoire populaire des États-Unis. De 1492 à nos jours*, Paris, Agone.

ZOLA, É.

1928 [1902] *Travail*, Paris, Eugène Fasquelle.

## RÉSUMÉ

Génériquement nommées, selon les institutions et les auteurs, « travail forcé » ou « esclavage (moderne) », voire « traite des êtres humains », certaines formes contemporaines de sujétion continuent d'être qualifiées en référence aux formes historiques de l'esclavage grec, africain et américain. Correspondant à une définition extensive et morphologique, l'esclavage métaphorique ainsi repensé range pêle-mêle un ensemble hétéroclite de rapports d'oppression et de mise au travail basés sur la contrainte et la menace, rencontrés notamment dans la servitude pour dettes, les *sweat shops* et la prostitution. Sont visés aussi le salariat et la condition domestique des épouses et diverses modalités d'exploitation acceptée. Au-delà des emplois contestables d'une terminologie qui désignait à l'origine un mode d'appropriation pérenne de personnes considérées comme des choses et constitutif de classes sociales spécifiques, l'article propose de centrer l'analyse critique sur deux questions. D'une part, celle de l'interprétation du succès de l'esclavage métaphorique, qui paraît renvoyer à une conception généalogique des rapports sociaux. D'autre part, celle de l'efficacité des moyens de la lutte que prétendent mener organisations internationales et humanitaires contre un ensemble de fléaux aussi mal circonscrits intellectuellement, dans un contexte où s'observe une large contribution dudit « esclavage » à la valorisation du capital à l'échelle mondiale, notamment à travers le fait migratoire.

## ABSTRACT

*"Like Slaves": The Avatars of Metaphorical Slavery.* — Labeled "forced labor" or "(modern) slavery" or even "trade in human beings" depending on the institution and author, certain contemporary forms of subjection are still qualified with reference to historical forms of Greek, African or American slavery. Reworked and underlaid by an extensive morphological definition, this metaphorical slavery groups together a heterogeneous set of oppressive, labor relations based on coercion and menaces and ranging from debt-bondage and sweatshops to prostitution. This definition targets the wage-earning relationship and the condition of wives in the household as

well as various forms of accepted exploitation. Beyond this questionable usage of a terminology that originally referred to a lasting appropriation of persons considered to be things and of their assignment to specific social classes, this critique dwells on two questions: on the one hand, an interpretation of the reasons for the success of this metaphorical slavery, which seems to stem from a genealogical conception of social relations; and on the other hand, the effectiveness of the means used by international and humanitarian organizations for fighting against a set of afflictions that have been so poorly intellectually delimited, especially in a context where this so-called "slavery" represents a major contribution to global capitalism owing, in particular, to migratory phenomena.

*Mots-clés/Keywords* : esclavage, immigration, organisations humanitaires, organisations internationales, prostitution, sujétion, servitude pour dettes/slavery, immigration, humanitarian organizations, international organizations, prostitution, subjection, debt-bondage.